

Unité bidépartementale  
du Calvados et de la Manche

Caen, le 09/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SUEZ RV NORMANDIE**

Les Aucrais  
14190 CAUVICOURT

Références : 2022-14-073

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 CAUVICOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 CAUVICOURT
- Code AIOT dans GUN : 0005300625

L'installation SUEZ RV Normandie dite des Aucrais, située sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt et Urville, est autorisée par arrêté préfectoral du 30/03/2005 modifié. Elle est notamment constituée :

- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 1" en post-exploitation ;
- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 2" en cours d'exploitation (le casier en cours d'exploitation à la date de la visite est le 4D) ;
- d'une déchetterie.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux de ruissellement Aucrais 1	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 14.5	/	
Transit de déchets verts	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 27	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Barrière de sécurité passive du casier 4E	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	
Réception du casier 4E	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Utilisation de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	/	
Torchère Aucrais 1	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 12.5.1	/	
Eaux souterraines Aucrais 2	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 14.10	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour motif principal la réception du nouveau casier de stockage n° 4E. Outre cette réception de casier, deux sujets ont été soulevés pour lesquels des actions et compléments sont attendus de la part de l'exploitant : la gestion des eaux de ruissellement collectées dans le bassin ERI1, et l'activité de transit-regroupement de déchets verts exercée sur la zone Aucrais 1.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Barrière de sécurité passive du casier 4E

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6 m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur."</p> <p>"Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme."</p>
<p><b>Constats :</b> Un calcul d'équivalence établi par WSP France en date du 29/07/2019 conclut que les dispositifs d'étanchéité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- GSB à 5.10-11 m/s + 1m à 1.10-9 m/s ;</li> <li>- ou 1,5m à 1.10-9 m/s ;</li> </ul> <p>présentent une perméabilité inférieure à celle du dispositif défini par arrêté ministériel (1m à 1.10-9 m/s + 5m à 1.10-6 m/s).</p> <p>En application de ce calcul, l'exploitant a fait le choix de mettre en place un GSB de perméabilité inférieure à 5.10-11 m/s apposé sur une couche reconstituée de 1m de matériaux de perméabilité inférieure à 1.10-9 m/s.</p> <p>A ce titre, SUEZ n'a effectué aucun contrôle de perméabilité sur la couche sous-jacente.</p> <p>A l'issue de la mise en œuvre de la couche reconstituée à 1.10-9 m/s, et avant la pose du GSB, l'inspecteur a remarqué l'apparition de nombreuses fissures en surface de la couche reconstituée (cf. photographies présentées dans le DOE de l'entreprise Scylla). Pour la réalisation des futurs casiers, l'exploitant est invité à considérer avec vigilance ce phénomène de fissuration susceptible de nuire à l'étanchéité de la barrière passive.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Réception du casier 4E**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
<b>Prescription contrôlée :</b> "Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission de déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées."
<b>Constats :</b> L'exploitant a adressé à la DREAL le 19/11/2021 un rapport relatif à la réalisation du casier 4E. Ce rapport a fait l'objet d'un examen documentaire approfondi. Le rapport apparaît complet. Le dossier de conformité réglementaire rédigé par l'organisme tiers (WSP France) et les rapports de l'ensemble des contrôleurs extérieurs (notamment WSP France pour la BSP et la BSA, et GEOMAT pour les relevés topographiques) concluent à la recevabilité des aménagements réalisés. Les prescriptions techniques applicables ont été vérifiées par sondage par l'inspecteur des installations classées (par exemple : surface de fond de casier, côte minimale de fond de casier, épaisseurs des différentes couches de matériaux, hauteur des diguettes, conformité des mesures de perméabilité, etc). L'attention de l'exploitant est attirée sur les modalités de réalisation de la BSP reconstituée (cf. point de contrôle précédent). La présente inspection du 19/01/2022 a permis de procéder à un examen visuel du respect des prescriptions, conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, avant tout dépôt de déchets dans le casier. Les constatations visuelles ont porté sur les seules parties visibles à l'issue de l'aménagement du casier : géométrie globale du casier, mise en œuvre de géotextiles de protection de la géomembrane sur les diguettes, bonne répartition du massif drainant en fond de casier, et emplacement du puits de collecte des lixiviats. Au regard de l'ensemble des informations communiquées par l'exploitant et des constats effectués sur site, le casier 4E apparaît apte à recevoir des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Utilisation de déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement. [...]"
<b>Constats :</b> Le site présente des stocks très importants de déchets inertes, entreposés en vue de réaliser les couvertures intermédiaires, lestages, masquages, merlons, ou pour étouffer un éventuel incendie. Sur demande de l'inspecteur, l'exploitant a apporté des précisions sur les principaux stocks de matériaux et déchets inertes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 5 694 tonnes de terre sur l'emprise du casier 4B ;</li><li>- 11 986 tonnes de terre en contrebas du casier 4D ;</li><li>- 274 tonnes de gravats admis sur la seule période du 1er au 25/01/2022.</li></ul> L'exploitant a fourni les analyses démontrant le caractère inerte de ces déchets, au sens de l'arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les ISDI. L'exploitant veillera à bien déclarer sur l'application GEREPI l'ensemble des déchets inertes admis sur son installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Torchère Aucrais 1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 12.5.1
<b>Prescription contrôlée :</b> "Nonobstant les éventuelles dispositions spécifiques stipulées par ailleurs, tout rejet dans l'atmosphère doit respecter les valeurs limites en polluants suivantes : [...], CO < 50 mg/Nm3, [...]" "A minima une fois par an, l'exploitant fait réaliser, par un organisme tiers, un contrôle du bon état des équipements de destruction par combustion du biogaz."
<b>Constats :</b> Le fût, le brûleur et le ventilateur de la torchère des Aucrais 1 ont été remplacés par la société BIOME (propriétaire de la torchère), par interventions des 15 et 29 juillet 2021. Le compte-rendu d'intervention a été fourni au cours de l'inspection. Avant même cette intervention, le dépassement sur le paramètre CO qui avait été constaté en 2020 (73 mg/Nm3 > 50 mg/Nm3) ne s'est pas reproduit en 2021 (0 mg/Nm3 le 21/05/2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement Aucrais 1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 14.5
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les bassins permettent une décantation ainsi qu'un contrôle de la qualité des eaux qu'ils contiennent. Les bassins sont rendus totalement étanches par une couche d'argile rapportée ou par tout autre moyen permettant une imperméabilité équivalente." "Les effluents [...] doivent respecter les seuils de rejet suivants : [...]" - MES : 35 mg/l - Métaux totaux : 15 mg/l [...]"
<b>Constats :</b> Des dépassements ont été constatés au cours des deux dernières années sur les paramètres MES (203 mg/l en septembre 2020, 99 mg/l en mars 2021) et métaux totaux (38 mg/l en septembre 2020). Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni les derniers résultats d'analyse des eaux de ruissellement des Aucrais 1, datés du 11/10/2021. Un dépassement subsiste sur les MES (84 mg/l). Le dépassement de septembre 2020 sur le paramètre métaux totaux ne s'est pas reproduit. Selon l'exploitant, un pompage vers le bassin d'infiltration a tout de même été réalisé, le 16/12/2021 (846 m3 pompés). Sur le terrain, il est apparu que l'eau du bassin 1BT1 présente effectivement une turbidité importante. Il est demandé à l'exploitant de procéder au curage du bassin sous un délai de 3 mois. A cette occasion, l'exploitant procèdera au contrôle d'étanchéité du bassin. Les eaux pompées devront être éliminées dans un établissement dûment autorisé, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Aucun rejet au bassin d'infiltration ne pourra être réalisé tant que l'ensemble des paramètres ne respecteront pas les valeurs limites définies par arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Eaux souterraines Aucrais 2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 14.10
<b>Prescription contrôlée :</b> "Pour chacun des points de contrôle [eaux souterraines], il doit être réalisé une analyse suivant les conditions suivantes : - pH, potentiel rédox, Fe, total des métaux lourds, résistivité et COT : fréquence trimestrielle ; - DCO, DBO5, AOX, PCB, HAP, BTEX, coliformes fécaux, coliformes totaux, [...] : tous les deux ans."
<b>Constats :</b> A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a fourni les derniers résultats d'analyse des eaux du piézomètre A ter. Les prélèvements correspondants ont été effectués les 27/09/2021 (analyse biannuelle) et 18/11/2021 (analyse trimestrielle). Les concentrations en fer sont légèrement marquées (respectivement 0,723 et 0,471 mg/l) mais cependant très inférieures aux teneurs constatées en 2020 (jusqu'à 14,7 mg/l en septembre 2020).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Transit de déchets verts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 27
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les déchets [de la partie déchetterie] doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir. En particulier, les déchets de jardin doivent être évacués au moins chaque semaine."
<b>Constats :</b> Une zone de transit-regroupement de déchets verts provenant de la déchetterie a été constatée sur l'emprise de la zone Aucrais 1. Cette activité n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions sur cette activité, sous un délai d'un mois : - le volume maximal de déchets verts susceptible d'être présent ; - la fréquence d'évacuation de ces déchets ; - les modalités de récupération et traitement des jus ; - les modalités d'intervention en cas d'incendie ; - si des opérations de broyage sont effectuées sur place (et si oui, fréquence et quantité de déchets verts traitée sur une journée).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites